

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mercredi 19 Novembre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

PRESS AFRIK. Budget de l'État au 3e trimestre 2025 : des recettes en hausse mais un déficit de 1 059 milliards de F Cfa

L'exécution du budget de l'État au troisième trimestre 2025 présente un bilan contrasté, marqué par une amélioration des recettes mais également par un déficit budgétaire significatif de 1 059 milliards de FCFA, selon le rapport trimestriel d'exécution budgétaire. Selon le document visité par PressAfrik, les recettes du budget général s'élèvent à 3 254 milliards de FCFA, représentant 69,7% de l'objectif annuel fixé à 4 668,9 milliards. Cette performance traduit une augmentation de 367,5 milliards (+12,7%) par rapport à la même période de l'année précédente, grâce aux efforts renforcés des services fiscaux. S'agissant des recettes fiscales, elles atteignent 2 987,9 milliards, soit 72,9% de la cible annuelle, avec une progression de 7,6% en glissement annuel. Les recettes non fiscales, quant à elles, s'établissent à 214,2 milliards, dépassant 75% de l'objectif, tandis que les dons, à 52 milliards, ne représentent que 18,1% des attentes.

https://www.pressafrik.com/Budget-de-l-Etat-au-3e-trimestre-2025-des-recettes-en-hausse-mais-un-deficit-de-1-059-milliards-de-F-Cfa_a297611.html

SIKA FINANCE. Sénégal : Les ressources mobilisées atteignent 3 655 milliards FCFA à septembre 2025

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-les-ressources-mobilisees-atteignent-3-655-milliards-fcfa-a-septembre-2025_57756

SENEWEB. Marché UEMOA : après 99 milliards F CFA, le Sénégal réemprunte 95 milliards dès le 28 novembre

Confronté aux dégradations successives de sa note souveraine et à un accès restreint au marché international, le Sénégal continue de s'appuyer massivement sur le marché financier régional de l'UEMOA pour financer son économie. Après avoir mobilisé avec succès 99 milliards de francs CFA vendredi dernier - une opération saluée par le ministère des Finances comme un signe de « confiance renouvelée » - l'État prévoit déjà une nouvelle émission de 95 milliards. Selon Le Quotidien, celle-ci est programmée pour le 28 novembre prochain. À ce jour, estime le quotidien du groupe Avenir Communication, le Sénégal affiche un encours total de 4 307,86 milliards sur le Marché des titres publics de l'UEMOA, illustrant sa forte dépendance à ce mécanisme de financement.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/marche-uemoa-apres-99-milliards-f-cfa-le-senegal-reemprunte-95-milliards-des-le-28-novembre_n_474790.html

SENEWEB. Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale : Le Budget 2026 sabré de 30 %

Le projet de budget 2026 du Ministère de la Famille, de l'Action sociale et des Solidarités (MIFASS) a été examiné et adopté ce lundi 17 novembre 2025. La Ministre Maimouna Dièye a défendu une enveloppe de 122,81 milliards F CFA en crédits de



paiement, marquant une diminution significative. Le budget 2026 enregistre une contraction de 54,40 milliards F CFA, soit -30 %, par rapport aux crédits de 2025. Cette baisse importante est le résultat direct de la restructuration des missions de l'État (décrets de septembre 2025), qui a entraîné le transfert de programmes d'investissements majeurs vers le Ministère des Infrastructures, notamment : le PUMA (Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires), le PUDC (Programme d'Urgence de Développement Communautaire), PROMOVILLES.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/ministere-de-la-famille-et-de-la-solidarite-nationale-le-budget-2026-sabre-de-30_n_474737.html

LE SOLEIL. Budget 2026 : hausse de plus 117 milliards sur les autorisations d'engagement pour Mabouba Diagne

Pour la gestion 2026, le projet de budget du ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage 2026 (MASAE) est arrêté à 427 006 218 466 FCFA en autorisations d'engagement (AE) et 247 586 752 366 FCFA en crédits de paiement (CP). Comparativement à la Loi de Finances Initiale (LFI) 2025, les autorisations d'engagement enregistrent une hausse de 117 321 302 138 FCFA. Il a été adapté en commission à l'Assemblée nationale. La Commission des Finances et du Contrôle budgétaire, élargie à la Commission du Développement rural, a examiné et adopté, ce mardi 18 novembre 2025, le projet de budget 2026 du ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage, défendu par le ministre de tutelle, Mabouba Diagne. « Le projet de budget 2026 du ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté Alimentaire et de l'Élevage (MASAE) est arrêté à 427 006 218 466 FCFA en autorisations d'engagement (AE) et 247 586 752 366 FCFA en crédits de paiement (CP) », rapporte une note de la tutelle.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/budget-2026-hausse-de-plus-117-milliards-sur-les-autorisations-dengagement-pour-mabouba-diagne/>

RTS. INNOVATION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : LE SÉNÉGAL MISE SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Les Coopératives Productives Solidaires (CPS) au Sénégal jouent un rôle clé dans l'innovation sociale et le développement durable, en intégrant des technologies vertes et en adaptant leurs actions aux besoins des communautés locales. Les Coopératives Productives Solidaires (CPS) constituent un véritable moteur d'innovation sociale et offrent des réponses locales aux enjeux du développement durable, a déclaré mardi le ministre de la Microfinance et de l'Économie Sociale et Solidaire, Alioune Dione. S'exprimant à l'ouverture d'un colloque international organisé à Dakar sur le thème « Innovation et développement durable en Afrique : Perspectives multidisciplinaires », le ministre a souligné que ces coopératives vont bien au-delà de leur rôle économique traditionnel. « En Afrique, et particulièrement au Sénégal, elles deviennent de véritables espaces d'innovation sociale », a-t-il indiqué.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/innovation-et-developpement-durable-le-senegal-mise-sur-leconomie-sociale-et-solidaire>

SENEWEB. Pétrole et gaz sénégalais : Le montant total collecté par l'Etat en 9 mois

Le ministère des Finances et du Budget a dévoilé ce que l'Etat a perçu au titre des recettes d'exploitation pétrolière durant les 9 mois de cette année. Celles-ci se sont



placées à 54,5 milliards de francs Cfa sur un objectif de 68,6 milliards de francs Cfa pour toute l'année 2025. Soit 79,5% de l'objectif, renseigne le troisième rapport d'exécution budgétaire qui vient d'être publié. Ces ressources ont été collectées au titre des recettes non fiscales qui se sont placées, fin septembre à 2025, à 214,2 milliards de francs Cfa. La collecte représente 75,8% de l'objectif annuel de 282,7 milliards de francs Cfa. Elle a été abondée, en plus des recettes liées aux hydrocarbures, par d'autres sources. Parmi elles, la redevance radioélectrique de l'Artp qui a été collectée à hauteur de 44,5 milliards, soit un taux de 206% de l'objectif de 21,6 milliards. Les dividendes et produits financiers de l'Etat ont généré 105,7 milliards pour un objectif annuel de 69,6 milliards. Les revenus du domaine, eux, ont rapporté 9 milliards à l'Etat. https://www.seneweb.com/fr/news/5/petrole-et-gaz-senegalais-le-montant-total-collecte-par-letat-en-9-mois_n_474727.html

LEJECOS. Production industrielle : Hausse de 23,8 % en glissement annuel

L'activité industrielle au Sénégal a connu une nette accélération au cours du mois d'août 2025, selon les données publiées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd). L'Indice harmonisé de la production industrielle (Ihpi) s'est en effet envolé de 23,8 % en glissement annuel, enregistrant l'une de ses plus fortes progressions de l'année. Cette performance remarquable est essentiellement tirée par la hausse spectaculaire de 56,5 % des industries extractives, un bond attribué au dynamisme du secteur des hydrocarbures. Cette progression confirme la montée en puissance des activités liées au pétrole et au gaz, devenues un moteur central de l'industrie nationale depuis le démarrage des premières productions. Outre les hydrocarbures, d'autres segments ont également soutenu la croissance globale de l'Ihpi : Dans une moindre mesure, l'Ansd note que la bonne tenue de la production d'électricité, gaz et eau (+7,3%), des industries manufacturières (+5,4%) et des industries environnementales (+2,3%) a également contribué à cette évolution. https://www.lejecos.com/Production-industrielle-Hausse-de-238-en-glissement-annuel_a29890.html

LEJECOS. Sénégal : La production d'électricité recule de 5,9 % en août 2025

La production totale d'électricité au Sénégal a enregistré un repli notable au mois d'août 2025, selon les dernières données publiées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd). En variation mensuelle, l'offre globale d'énergie électrique diminue de 5,9 %. Selon l'Ansd, cette contre-performance résulte principalement du recul des achats de la Senelec auprès des producteurs indépendants d'électricité, dont les volumes chutent de 9,0 % par rapport au mois de juillet. Ce recul des importations d'énergie extérieure pèse directement sur la disponibilité totale, la production propre de la Senelec n'ayant pas compensé la baisse des apports privés. En glissement annuel, la production totale d'électricité se contracte de 7,7 % en août 2025. Cette baisse intervient malgré une progression notable de la production interne de la Senelec, qui augmente de 12,2 % par rapport à août 2024. https://www.lejecos.com/Senegal-La-production-d-electricite-recule-de-59-en-aout-2025_a29889.html

SENEWEB. Insécurité au Mali : Dakar et Bamako coordonnent leurs actions pour sécuriser le transit des marchandises



Le Sénégal et le Mali renforcent leur coopération, pour faire face aux perturbations majeures qui affectent actuellement le transport routier entre les deux pays. Selon un communiqué publié ce mardi 18 novembre par la cellule de communication du ministre sénégalais des Pêches et de l'Économie maritime, le trafic à destination du Mali « connaît d'importantes perturbations » liées à « un contexte d'insécurité persistant dans la sous-région » et à « la pénurie de carburant » qui touche plusieurs corridors. Ces deux facteurs combinés « ralentissent la circulation des marchandises, compliquent les opérations logistiques et fragilisent les principaux corridors routiers reliant le pays à ses partenaires régionaux ». Les ports de déchargement, en particulier le Port autonome de Dakar, sont directement impactés par « la baisse du flux de transport » et par « la désorganisation des chaînes d'approvisionnement ».

https://www.seneweb.com/fr/news/5/insecurite-au-mali-dakar-et-bamako-coordonnent-leurs-actions-pour-securiser-le-transit-des-marchandises_n_474773.html



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

LE MONDE AFRIQUE. Au Sénégal, le tandem au pouvoir se déchire

Le président Bassirou Diomaye Faye et son premier ministre, Ousmane Sonko, arrivés au pouvoir sur une promesse de rupture, affichent de plus en plus ouvertement leurs désaccords. Les derniers doutes qui subsistaient sont désormais levés : la coalition au pouvoir au Sénégal connaît sa première crise politique. Ces derniers jours, un fossé s'est creusé entre Bassirou Diomaye Faye, le président, et Ousmane Sonko, premier ministre et numéro un des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), leur parti commun. « La bataille pour la présidentielle 2029 commence. C'est la bande-annonce », commente un proche du président, sous le couvert de l'anonymat. Et chacun fourbit ses armes : pendant que Bassirou Diomaye Faye s'emploie à s'assurer le contrôle de la coalition de partis qui l'a soutenu lors de l'élection présidentielle de 2024, Ousmane Sonko resserre les bases militantes du Pastef.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/11/18/au-senegal-le-tandem-au-pouvoir-se-dechire_6653865_3212.html

INTERNATIONAL MONETARY FUND. Afrique subsaharienne : une croissance stable, les finances publiques à rude épreuve

L'accroissement des recettes publiques et l'amélioration de la gestion de la dette peuvent favoriser la résilience et accélérer la croissance. Plusieurs pays dont les taux de croissance sont parmi les plus élevés au monde (Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ouganda et Rwanda) se situent dans la région. Cela étant, les États dépendants des ressources naturelles et touchés par un conflit peinent à maintenir la dynamique. Pour eux, la progression du revenu par habitant reste modeste, avec une moyenne d'environ 1 %



par an, voire moins dans les pays les plus pauvres. Cette divergence s'explique en partie par les fluctuations contraires des marchés des produits de base : les cours du pétrole ont fléchi depuis avril, tandis que ceux du cacao, du café, du cuivre et de l'or sont en hausse. Les pays doivent en outre faire face à des coûts d'emprunt élevés, bien qu'ils soient inférieurs aux coûts enregistrés plus tôt cette année. L'Angola, le Kenya, le Nigéria et la République du Congo ont récemment fait leur retour sur le marché obligataire international.

<https://www.imf.org/fr/blogs/articles/2025/11/18/sub-saharan-africa-steady-growth-amid-fiscal-challenges>

RFI. Dans son travail d'influence mondiale, la Chine utilise les prêts aux pays pauvres... et riches

La Chine utilise les prêts aux pays en développement pour étendre son influence, notamment aux régions du monde délaissées par les puissances occidentales, comme certaines régions d'Afrique et où celles d'Asie-centrale. Mais les pays riches reçoivent aussi ces financements...Le principal bénéficiaire des prêts chinois au cours des deux dernières décennies a été les États-Unis. C'est l'institut de recherche du collège de Williamsburg en Virginie qui le révèle dans sa dernière étude. Le soutien chinois aux projets américains s'élève à 200 milliards de dollars. Des entreprises telles que Tesla, Amazon, Disney ou encore Boeing ont pu en bénéficier. Cet argent a financé la construction d'oléoducs, de centres de données ou d'aéroports. Un de ces investissements lié à la fabrication des puces a été bloqué par Donald Trump lors de son premier mandat. Depuis, les investissements chinois aux États-Unis sont surveillés de près par le Congrès américain.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20251119-dans-son-travail-d-influence-mondiale-la-chine-utilise-les-pr%C3%AAts-aux-pays-pauvres-et-riches>

BFMTV. Une dette de 237% du PIB, des menaces guerrières avec la Chine, une économie qui s'essouffle: les taux d'emprunt du Japon grimpent à des niveaux jamais vus depuis la crise des subprimes de 2008

Les marchés s'inquiètent alors que la Première ministre Sanae Takaichi devrait annoncer un plan de relance plus important que prévu. Le Japon n'avait pas emprunté aussi cher depuis 2008 et la crise financière. Le rendement de l'obligation souveraine à 10 ans se situe, ce mercredi 19 novembre, à 1,77%, en nette hausse ces derniers jours. La nouvelle Première ministre, Sanae Takaichi, devrait annoncer un plan de relance budgétaire plus important que prévu, alors que l'inflation japonaise, qui a contribué à la chute des précédents Premiers ministres, reste forte (2,9% en septembre), et que l'économie nipponne s'est légèrement contractée au troisième trimestre. Le taux d'emprunt à 40 ans dépasse 3,7%, un record, tandis que celui à 20 ans atteignait un plus haut depuis 1999.

https://www.bfmtv.com/economie/international/une-dette-de-237-du-pib-des-menaces-guerrieres-avec-la-chine-une-economie-qui-s-essouffle-les-taux-d-emprunt-du-japon-grimpent-a-des-niveaux-jamais-vus-depuis-la-crise-des-subprimes-de-2008_AV-202511190409.html

COURRIER INTERNATIONAL. Au Japon, le yen n'en finit pas de perdre de sa valeur, et ça pourrait aggraver l'inflation



En raison de la ligne économique de la Première ministre, Sanae Takaichi, qui viserait à relancer l'économie par une politique budgétaire expansionniste, le yen a atteint un niveau historiquement bas face à l'euro. Depuis la prise de fonctions de la Première ministre, Sanae Takaichi, le 21 octobre, la valeur du yen, la devise japonaise, ne cesse de plonger face aux monnaies étrangères. Ainsi, le 17 novembre, il fallait déboursier 180 yens pour 1 euro, soit le prix le plus haut depuis la création de la monnaie européenne, en 1999, rapporte le site de la chaîne japonaise NHK. De même, le yen ne cesse de perdre de sa valeur face au dollar : 1 dollar équivaut actuellement à près de 155 yens.

https://www.courrierinternational.com/article/devises-au-japon-le-yen-n-en-finit-pas-de-perdre-de-sa-valeur-et-ca-pourrait-aggraver-l-inflation_237532

RFI. Le duo Macron-Merz lance les travaux pour rendre l'Europe souveraine sur le numérique

Le constat est partagé par tous : l'Europe du numérique est trop faible et ses États dépendants des géants américains ou des pays asiatiques pour les composants. Un sommet organisé mardi 18 novembre à Berlin, à l'initiative de la France et de l'Allemagne, a réuni des responsables et des acteurs de l'ensemble de l'Union européenne pour réfléchir et travailler sur la souveraineté numérique du continent. Le président Macron ne veut pas que l'Europe soit le « vassal » d'autres puissances. La tonalité est différente, mais l'objectif identique : œuvrer à une souveraineté numérique européenne. Lors du sommet sur la question organisé à Berlin, Emmanuel Macron a martelé que notre continent ne devait pas être un « vassal » des États-Unis et de la Chine, explique notre correspondant dans la capitale allemande, Pascal Thibaut.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20251118-le-duo-macron-merz-lance-les-travaux-pour-rendre-l-europe-souveraine-sur-le-num%C3%A9rique>

ZONE BOURSE. Dette française, un fardeau national et une rente pour les investisseurs

Du "nous sommes en guerre" au "quoi qu'il en coûte", les formules présidentielles ont marqué la crise sanitaire. Si la pandémie appartient désormais au passé, ses conséquences budgétaires, elles, demeurent. Et surtout, elle n'a fait qu'ajouter une couche à une dérive entamée depuis plus de cinquante ans : le dernier budget excédentaire français remonte à 1974. En septembre, Fitch a d'ailleurs abaissé la note souveraine de la France de AA- à A+, soulignant une nouvelle fois les fragilités des finances publiques. Pendant que les débats opposent partisans d'une hausse des impôts et défenseurs d'une réduction des dépenses, la dette poursuit sa progression, flirtant désormais avec 115% du PIB. Au deuxième trimestre 2025, elle atteignait 3 240 milliards d'euros, selon l'Insee. Pour l'État seul, l'encours négociable s'élevait à 2 760 MdsEUR au 31 octobre, avec une maturité moyenne de 8 ans et 173 jours et un taux moyen pondéré de 3,13%, indique l'Agence France Trésor (AFT).

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/dette-francaise-un-fardeau-national-et-une-rente-pour-les-investisseurs-ce7d5ed8df8bf022>

LES ECHOS. Hausse surprise de la taxe foncière : la réponse de Bercy face aux critiques

L'administration va réévaluer de façon automatique les critères de confort de 7,4 millions de logements. Une « mise en conformité, pas une volonté d'augmenter la taxe



», rétorque-t-on à Bercy. Jordan Bardella (RN) « appelle le Premier ministre à renoncer à cette mesure. » Une augmentation en catimini qui risque de faire grincer des dents les propriétaires concernés. Comme l'a révélé « Le Parisien » mardi, le ministère de l'Economie a décidé de réévaluer de façon automatique la taxe foncière de 7,4 millions de logements, pour une hausse moyenne de 63 euros. Le quotidien a pu consulter un document de l'administration fiscale qui explique le mécanisme de cette hausse, dont les propriétaires ne seront informés que pour « les variations les plus significatives ». <https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/taxe-fonciere-une-hausse-inattendue-et-deja-contestee-pour-plus-de-7-millions-de-logements-2199476>

EURACTIV. Italie : la baisse d'impôts du gouvernement Meloni profite-t-elle vraiment à la « classe moyenne » ?

Une réforme fiscale que la Première ministre Giorgia Meloni présente comme un geste en faveur de la « classe moyenne » se retrouve sous le feu des critiques : les premières analyses suggèrent que les ménages les plus aisés pourraient en être les principaux bénéficiaires — bien plus que ceux que le gouvernement affirme cibler. Dans son projet de budget pour 2026, le gouvernement Meloni prévoit de réduire le taux marginal d'imposition sur les revenus compris entre 28 000 et 50 000 euros, qui passerait de 35 % à 33 %. Cette mesure, dont le coût s'élève à environ 2,9 milliards d'euros et qui est présentée par le gouvernement comme s'inscrivant dans le cadre d'un effort plus large visant à lutter contre la stagnation des salaires et l'érosion du pouvoir d'achat due à l'inflation, a été décrite par la Première ministre comme « une correction juste et nécessaire pour la classe moyenne italienne en difficulté ».

<https://euractiv.fr/news/italie-la-baisse-dimpots-du-gouvernement-meloni-profite-t-elle-vraiment-a-la-classe-moyenne/>

COURRIER INTERNATIONAL. Le fonds pour les forêts tropicales, une tentative de "financiariser la nature" ?

Lancé le 6 novembre à Belém, au Brésil, le Tropical Forest Forever Facility (TFFF) entend protéger les forêts tropicales grâce à un financement mondial. Mais des ONG le dénoncent déjà, notamment en Afrique, estimant que ce fonds constitue "un système qui privilégie les rendements des investisseurs au détriment des besoins des communautés autochtones". Alors que la COP30 entre dans sa dernière ligne droite, avant sa clôture, vendredi 21 novembre à Belém, au Brésil, quelques nouveautés ont déjà émergé. Parmi elles, le lancement d'un mécanisme mondial de financement des forêts – le Tropical Forest Forever Facility (TFFF), ou Fonds pour la conservation des forêts tropicales. Sur le papier, l'idée est belle. Conçu pour lever 125 milliards de dollars (107 milliards d'euros) – dont 25 milliards (21 milliards d'euros) provenant de pays donateurs et 100 milliards (86 milliards d'euros) d'investisseurs privés – pour la protection des forêts tropicales, ce mécanisme promet de récompenser les pays qui préservent leurs forêts.

https://www.courrierinternational.com/article/cop30-le-fonds-pour-les-forets-tropicales-une-tentative-de-financiariser-la-nature_237539

LE MONDE. La COP30 de Belem rattrapée par les tensions commerciales : « L'enjeu, c'est de décarboner en préservant ses intérêts économiques »

Le sujet des échanges commerciaux internationaux a pris une importance inédite dans le cadre des négociations mondiales pour le climat qui se poursuivent au Brésil. Les



divergences se cristallisent autour du mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières. Dans l'un des principaux textes sur lesquels planchent les négociateurs, le mot « commerce » apparaissait davantage, mardi 18 novembre, que l'expression « énergies fossiles » : de manière relativement inédite, le sujet s'est imposé comme l'un des principaux enjeux de la 30e conférence mondiale pour le climat (COP30). Dès l'ouverture de ce rendez-vous organisé à Belem (Brésil) depuis le 6 novembre, il a été hissé au rang des priorités politiques et a fait l'objet de consultations particulières menées par la présidence.

https://www.lemonde.fr/planete/article/2025/11/19/la-cop30-de-belem-rattrapee-par-les-tensions-commerciales-l-enjeu-c-est-de-decarboner-en-preservant-ses-interets-economiques_6653991_3244.html

